



Paris, le 21 février 2022

Appel unitaire à la mobilisation les 7 et 8 mars 2022 !!!

Tandis que le gouvernement, toujours déterminé à faire passer sa contre-réforme des retraites ressentie comme néfaste, brutale et injuste par l'ensemble des salarié-e-s semble perdre de sa superbe face au front uni du refus qui persiste et signe pour le retrait du projet inique, il est temps d'amplifier l'effort dans l'unité la plus large, jusqu'au retrait !

Dans tout le pays des cortèges massifs ont rassemblé ce samedi 11 février jusqu'à 2,5 millions de travailleuses, travailleurs, auxquels se sont joints une fraction significative de la jeunesse scolarisée, y compris dans les villes moyennes, ont clamé leur volonté d'empêcher le passage en force de ce gouvernement autour d'un projet d'une rare violence sociale.

Forts de cette première réussite, et conscients de la force de frappe unitaire dont l'intersyndicale est le nom, les huit organisations se sont entendues pour que la mobilisation du 16 février soit à l'échelle nationale une date tremplin pour préparer les échéances centrales des 7 et 8 mars 2023. Pour notre part, nous souscrivons totalement au vœu exprimé par l'intersyndicale de faire de ces dates, à la sortie des vacances scolaires, l'occasion « de mettre la France à l'arrêt dans tous les secteurs ».

Cette formule signifie qu'il appartient aux travailleurs des secteurs les plus mobilisés, de déterminer en assemblée générale souveraine les modalités d'action requises y compris s'agissant de la reconduction de la grève. Plutôt que de rivaliser en surenchères en faveur de la grève générale, mieux vaut laisser les salariés décider démocratiquement des formes du mouvement, même si bien sûr, le blocage d'un certain nombre de secteurs clés jugés essentiels pour l'activité économique constituerait un moyen efficace de contraindre ce gouvernement à en rabattre sur ses menées anti-sociales.

Au regard des valeurs féministes qui sont les nôtres ces deux rendez-vous du 7 et 8 mars sont également l'occasion d'articuler la question des discriminations et de l'égalité professionnelle hommes/femmes au cœur de nos démarches. Sans nul doute, ces inégalités se verraient exacerbées au détriment de nos collègues femmes si le projet gouvernemental était adopté.

La détermination et la brutalité d'un Macron qui ose dire que bien qu'élus par défaut, sa réforme serait la conséquence de son élection, montre, si cela devait être souligné, que le bloc social minoritaire ne s'encombre plus d'aucun scrupule pour piétiner les principes de vie démocratique dont il se prévaut.

Le mouvement présent doit gagner en puissance et en combativité.
Pour notre part, nous retiendrons deux points essentiels :

- La nécessité impérieuse de préserver l'unité ;
- L'importance de décider des modalités de lutte en assemblées générales souveraines afin que les travailleurs décident démocratiquement dans tous les secteurs concernés la reconduction de la grève et des blocages éventuels.

Jusqu'au retrait et pour faire entendre l'ensemble de nos revendications notamment salariales face à l'inflation, il nous faut faire vivre combativité et unité.